

# L'ONU au service de l'industrie biotechnologique

*Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) attribue, dans son rapport «Human Development Report 2001», publié à l'été 2001, un rôle important aux nouvelles technologies comme le génie génétique dans la lutte contre la faim et la pauvreté. Des associations d'agriculteurs et des organisations de défense de l'environnement et des consommateurs ont critiqué ce rapport avec véhémence.*

Depuis plusieurs années déjà, des groupes industriels de biotechnologie sans scrupules qui ne pensent qu'au profit, comme le groupe américain Monsanto, vantent leurs produits en disant que seuls les aliments génétiquement modifiés permettront de résoudre le problème de la faim dans le monde. L'ONU reprend cette argumentation: elle voit dans le développement des organismes génétiquement modifiés (OGM) une réponse au problème de la sous-alimentation dans les pays en développement.

Des délégués africains de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont déjà réfuté cet argument en 1998: «Les semences génétiquement modifiées détruisent la diversité des produits agricoles, font régresser les connaissances agricoles locales et donc la capacité acquise pendant des siècles à se nourrir soi-même.»

## L'ONU encourage la dépendance

Les groupes de biotechnologie possèdent des brevets pour les gènes modifiés. Si quelqu'un «reproduit» un gène modifié, il doit demander une licence auprès de l'entreprise en question. Les agriculteurs ne sont donc pas autorisés à garder des semences de leur récolte pour l'année suivante – comme c'est leur droit depuis des siècles – sans être obligés de payer chaque fois à nouveau. Celui qui se fournit en semences génétiquement modifiées se rend dépendant des entreprises du génie génétique. Pour éviter que les agriculteurs ne mettent de côté des semences illégalement, on a intégré dans certaines variétés de céréales un «gène Terminator». La semence ainsi traitée reste stérile et ne peut plus germer. D'autres gènes ajoutés récemment connectent des gènes aux propriétés indispensables à la survie à un «interrupteur génétique». Cet interrupteur s'enclenche seulement lorsque la plante est traitée avec certains produits chimiques. Naturellement ces substances sont fabriquées par les mêmes entreprises que les semences. Si le PNUD

recommande des aliments génétiquement modifiés à des pays particulièrement pauvres, elle promeut un colonialisme qui rend les agricultures de pays entiers dépendantes des groupes industriels occidentaux.

## L'exemple de l'Asie

Il existe d'ores et déjà de nombreux exemples montrant que l'introduction des OGM n'apporte aucune solution au problème de la faim et qu'il aggrave au contraire les injustices. José Bové et François Dufour décrivent, dans leur livre *Le monde n'est pas une marchandise*, la façon dont, en Asie, on a introduit des variétés de riz transgénique dans l'agriculture au cours de l'industrialisation.



Auparavant, il existait en Asie 140 000 sortes de riz! Le choix de la variété à cultiver dépend de l'humidité du sol, de l'altitude du terrain, de la saveur et de la forme souhaitées. Certaines sortes ne sont cultivées que sur les flancs de montagne, d'autres uniquement dans les plaines. Les multinationales ne font des expériences transgéniques que sur 5 ou 6 variétés qui se prêtent exclusivement à une agriculture intensive et qui supplantent les cultures traditionnelles dans de nombreuses parties de l'Asie. Dans certains pays, ces variétés représentent déjà 60 à 70% des surfaces de culture du riz. Des millions de paysans sont tombés dans la pauvreté parce qu'ils ne pouvaient plus acheter les semences coûteuses. Ils n'ont d'autre choix que de migrer dans les grands centres urbains pour y chercher un travail cependant très rare. La conséquence en est à nouveau la sous-alimentation.

## Le PNUD, partenaire des entreprises

La question se pose de savoir pourquoi, malgré les dangers évidents que représentent les aliments transgéniques (voir encadré sur le maïs Bt) et malgré leurs conséquences désastreuses en matière de développement, le PNUD en fait la publicité dans son rapport. Il est évident que les multinationales biotechnologiques en tirent le plus grand profit. Le PNUD a-t-il été payé pour cela? Jusqu'à présent, l'ONU n'a pas donné de réponse plausible et honnête à la question.

Sous l'influence des Etats-Unis qui exercent des pressions en refusant de verser leurs contributions, l'ONU s'est considérablement rapprochée des multinationales depuis les années 80. Selon James A. Paul, les décideurs de Washington avaient pour but de faire de l'ONU «un instrument fidèle en vue de la mondialisation du capitalisme». En contrepartie du financement de certains projets de l'ONU qui leur conviennent, les multinationales acquièrent la possibilité d'améliorer leur image de marque. Le PNUD est allé très loin en ce qui concerne la nouvelle définition de son identité en tant que «partenaire de l'économie». Phyllis Bennis montre, dans son article «Sortir de la crise financière avec l'économie?», comment le PNUD a été réformé de façon radicale sous la direction de Mark Malloch Brown en 1999. Brown, ancien haut responsable des relations publiques de la Banque mondiale, dirige le PNUD comme une entreprise classique et sa première mesure a consisté à réduire de manière drastique l'effectif du personnel. Selon lui, les missions du PNUD consistent moins à réaliser et à financer différents projets de développement indépendants qu'à servir de conseiller pour des projets financés par des entreprises aux reins solides, c'est-à-dire des multinationales privées.

Un projet de fonds (GSDF), qui recommandait les aliments génétiquement modifiés, reflétait bien l'attitude actuelle du PNUD. Ce fonds, qui n'a pas été créé en raison de protestations massives, devait être exclusivement financé par des entreprises privées et montrer que «l'aide destinée aux pays en développement pauvres peut aussi être rentable». (Naomi Klein).

José Bové, François Dufour, Le monde n'est pas une marchandise: des paysans contre la malbouffe, Pocket no 11117, ISBN 2-2661-0557-4

James A. Paul, Der Weg zum Global Compact. Zur Annäherung von UNO und multinationalen Unternehmen, In: Brühl et al. (Hg.), Die Privatisierung der Weltpolitik, ISBN 3-8012-0299-2

## Le maïs Bt



Dans l'état actuel des connaissances scientifiques, les dangers que représentent les organismes génétiquement modifiés ne peuvent pas encore être évalués. Ainsi, on a intégré au maïs Bt de l'entreprise Novartis un gène de *Bacillus thuringiensis* qui commande la synthèse d'une toxine mortelle pour certains insectes. Elle ne tue pas seulement des insectes nuisibles mais également des bestioles utiles comme les chrysopes qui mangent les insectes tués par ce poison. La toxine Bt peut donc entrer dans la chaîne alimentaire. En outre, on sait que le poison des plantes pénètre dans la terre et y reste stable et actif. La biodiversité serait ainsi menacée.

Mais on n'a pas intégré un unique gène au maïs Bt. Deux autres, dits gènes marqueurs, permettent aux chercheurs de vérifier si la transgénèse (transfert d'un gène d'un organisme dans un autre) a réussi. L'un de ces gènes marqueurs rend la plante résistante à l'herbicide «Basta». Si l'on pulvérise un champ avec du Basta, toutes les plantes sont détruites à l'exception du maïs Bt.

Des expériences sur des colonies d'abeilles lâchées dans des champs de colza génétiquement modifié ont montré que les gènes peuvent se transmettre aux bactéries vivant dans l'intestin de ces insectes. D'où le grand danger que représente le second gène marqueur qui rend insensible à l'antibiotique ampicilline. Si ce gène se transmettait aux bactéries, on pourrait voir apparaître une résistance à cet antibiotique. Il est donc possible que se développent des bactéries qu'on ne peut plus combattre avec les antibiotiques classiques et qui sont susceptibles de provoquer de graves infections chez les hommes et les animaux.

## NON à l'ONU le 3 mars

Comité fédéral pour une Suisse neutre, souveraine et démocratique. Case postale 2959, 8033 Zurich.  
Tél.: 01 350 72 75, Fax: 01 350 72 76. [www.discours-libre.ch](http://www.discours-libre.ch)